

USSR were concerned. In presenting his amendments, the USSR representative omitted one very important part of the quoted resolution which provided that no displaced persons who were not war criminals or quislings should be forced to return to their countries. The United States would not use coercion to violate the General Assembly resolution in that respect.

The meeting rose at 1.25 p.m.

FIFTIETH MEETING

*Held at Lake Success, New York, on
Friday, 17 October 1947, at 11.20 a.m.*

Chairman: Mr. EL-KHOURI (Syria).

28. Continuation of the discussion on a flag for the United Nations and a United Nations Day (documents A/342, A/C.6/W.7, A/343 and A/C.6/W.8)

The CHAIRMAN stated that the report of the Sixth Committee with regard to these two items had been distributed, and if at the end of the meeting no objections were raised, he would consider the reports to have been approved.

29. Continuation of the discussion on the recommendations to be made to ensure the surrender of war criminals, traitors quislings to the States where their crimes were committed (documents A/360, A/C.6/163, A/C.6/170 and A/C.6/171)

Mr. KAECKENBEECK (Rapporteur) said that the following two reasons led him to assume the task of conciliation. First, he was convinced that since the Yugoslav resolution (document A/C.6/163) and the amendments presented by the Union of Soviet Socialist Republics (document A/C.6/170) implied lack of implementation by the United States and the United Kingdom, of the General Assembly resolutions¹ of the previous year, the representatives of these countries would resist the resolution to the utmost. Secondly, he believed that the greater part of the members of the Committee, recognized the principle that war criminals, traitors and quislings should be surrendered to the countries where their crimes had been committed if *prima facie* evidence was produced justifying their extradition for trial. He felt, however that they could not vote for a resolution implying recognition of blame, without the Committee

des Etats-Unis d'entrer dans les camps de l'URSS où se trouvent des ressortissants des Etats-Unis. Lorsqu'il a présenté ses amendements, le représentant de l'URSS n'a pas tenu compte d'une partie très importante de la résolution, celle qui prévoit qu'on n'obligera pas les personnes déplacées qui ne sont, ni des criminels de guerre, ni des quislings à retourner dans leur pays. Les Etats-Unis n'auront pas recours à la force et n'enfreindront pas les dispositions de l'Assemblée générale à cet égard.

La séance est levée à 13 h. 25.

CINQUANTIEME SEANCE

*Tenue à Lake Success, New-York,
le vendredi 17 octobre 1947, à 11 h. 20.*

Président: M. EL-KHOURI (Syrie).

28. Suite de la discussion sur le drapeau des Nations Unies et la Fête des Nations Unies (documents A/342, A/C.6/W.7, A/343 et A/C.6/W.8)

Le PRÉSIDENT signale que les rapports de la Sixième Commission relatifs à ces deux points sont distribués. Il les considérera comme approuvés si aucune objection n'est faite avant la fin de la séance.

29. Suite de la discussion sur les recommandations à présenter en vue de la remise des criminels de guerre, des traîtres et des quislings aux États où ils ont commis leurs crimes (documents A/360, A/C.6/163, A/C.6/170 et A/C.6/171)

M. KAECKENBEECK (Rapporteur) indique que deux raisons l'ont poussé à faire un effort de conciliation: Premièrement, comme la résolution de la Yougoslavie (document A/C.6/163) et les amendements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (document A/C.6/170) impliquent que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni n'ont pas donné suite aux résolutions adoptées l'an dernier par l'Assemblée générale¹, il est convaincu que les représentants de ces deux pays s'y opposeront jusqu'au bout. Deuxièmement, il est convaincu que la majorité des membres de la Commission reconnaissent le principe que les criminels de guerre, les traîtres et les quislings doivent être remis aux pays où ils ont commis leurs crimes pour y être jugés, dès que des éléments de preuve légitimant leur extradition sont fournis, mais il est également convaincu que les délégations ne croiront pas pouvoir voter une résolution impli-

¹ See Resolutions adopted by the General Assembly during the first part of its first session, pages 9 and 10 and Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, pages 120 and 121.

¹ Voir les Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa première session, pages 9 et 10 et les Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session, pages 120 et 121.

having examined the evidence raised in support thereof. He had therefore proposed to the delegations principally concerned the substitution for the draft resolution of a report containing the principle just enunciated. Unfortunately, he had not been successful because the representatives of Yugoslavia and the Union of Soviet Socialist Republics were not prepared to withdraw the draft resolution and amendments. He reserved the right, if necessary, to refer again to his proposal.

Mr. KOVALENKO (Ukrainian Soviet Socialist Republic) observed that in their first statements the representatives of the United States of America and the United Kingdom had asked for facts to support the accusations against their Governments. When the facts had been presented, however, those representatives objected not only to the citation of individual cases of war criminals but also to that of protests and communications sent by USSR representatives to the United Kingdom and United States authorities in connexion with the surrender of war criminals and traitors. There were two ways of establishing the truth: either by constituting a commission of investigation — although proposals to this effect made by the Union of Soviet Socialist Republics at the last General Assembly had been rejected¹ — or by presenting the facts before the Committee. Neither the closure of the debate nor unfounded statements would help in this matter. He denied that there was any intention on the part of the USSR to force the repatriation of displaced persons; there was no reference to displaced persons either in the Yugoslav draft resolution or in the USSR amendments to it. The sole purpose of these proposals was to bring about the surrender of war criminals and traitors who were hiding in displaced persons camps, carrying on propaganda against repatriation and fomenting a new war. For these reasons he would support the Yugoslav draft resolution and the U.S.S.R. amendments.

Mr. PIRZADA (Pakistan) remarked that the statement made by the Rapporteur discouraged him from making a suggestion that a judicial committee should be established which would investigate whether in specific requests a *prima facie* case was made out. He supported the Rapporteur's suggestion of a report without a draft resolution.

¹ See *Official Records of the second part of the first session of the General Assembly, Third Committee, forty-third meeting.*

quant un blâme, sans avoir pu examiner les allégations qui l'étaient. C'est pourquoi il a proposé aux délégations les plus directement intéressées de substituer au projet de résolution un rapport énonçant le principe ci-dessus dans une forme agréée par les parties. Toutefois, les représentants de la Yougoslavie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques lui ont fait savoir qu'ils n'étaient pas disposés à retirer le projet de résolution et leurs amendements. Il se réserve encore la possibilité, le cas échéant, de revenir sur sa proposition.

M. KOVALENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) fait observer que, dans leurs premières déclarations, les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont demandé que les accusations portées contre leurs Gouvernements soient appuyées par des faits. Mais lorsque ces faits eurent été présentés, ces représentants se sont opposés, non seulement à ce que l'on désigne nommément des criminels de guerre, mais encore à ce que l'on mentionne les protestations et les communications concernant la remise de criminels de guerre et de traîtres que les représentants de l'URSS ont adressées aux autorités des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Il y a deux façons d'établir la vérité: soit en constituant une commission d'enquête, quoique les propositions présentées à cet effet par l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la dernière Assemblée générale aient été rejetées¹, soit en communiquant les faits à la Commission. En cette matière, il ne servirait de rien de prononcer la clôture des débats ou de présenter des affirmations sans fondement. M. Kovalenko nie que l'Union des Républiques socialistes soviétiques ait eu l'intention d'imposer par la force le rapatriement des personnes déplacées; ni le projet de résolution de la Yougoslavie, ni les amendements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne font mention des personnes déplacées. Le seul objet de ces propositions est d'aboutir à la remise des criminels de guerre et des traîtres cachés dans les camps de personnes déplacées, qui font campagne contre le rapatriement et excitent les esprits en faveur d'une nouvelle guerre. Pour ces raisons, il appuiera le projet de résolution de la Yougoslavie et les amendement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

M. PIRZADA (Pakistan) indique que la déclaration faite par le Rapporteur l'a dissuadé de proposer la création d'une commission judiciaire pour examiner si l'on a présenté une demande particulière relative à un procès sur commencement de preuve. Comme le Rapporteur, il se prononce en faveur d'un rapport sans projet de résolution.

¹ Voir les *Documents officiels de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale, Troisième Commission, quarante-troisième séance.*

Mr. LANNUNG (Denmark) wished to associate himself with the statements made by the representatives of Sweden and Norway. He fully supported the principle of punishment of war criminals, and pointed out that extradition must be conducted in conformity with national laws. He could not vote for the Yugoslav draft resolution and the USSR amendments because that would imply subscribing to charges which the Committee was not in a position to verify.

Mr. DECHKO (Byelorussian Soviet Socialist Republic) observed that neither the United Kingdom nor the United States representatives were able to refute any single fact adduced by him with regard to war criminals, and said that the people of the Byelorussia SSR could not reconcile themselves to the existing situation which allowed war criminals and traitors to hide and to receive protection in the United Kingdom and United States zones of occupation. The Byelorussian delegation did not confuse displaced persons with war criminals. He therefore supported the Yugoslav draft resolution and the USSR amendments thereto since he considered them a necessary measure to implement the General Assembly resolution of the previous year.

Mr. SPACEK (Czechoslovakia) supported the USSR amendments because he considered that they completed the Yugoslav draft resolution. Hiding of war criminals and traitors in displaced persons camps constituted a danger to peace. The liquidation of these centres of propaganda campaigns for a new war, and against the return of displaced persons to their country of origin, would be in the interest of the United Nations.

Mr. BEBLER (Yugoslavia) stated that the difficulty encountered in the Legal Committee in the present discussion resulted mainly from the fact that the question now under consideration was a political and not a judicial one and should have been taken up by the First Committee, as originally suggested by the Yugoslav delegation. It was not a judicial question since it did not concern the establishment of legal principles governing the handling of war criminals. These principles had been decided upon by the Allies even before the end of the war, had later become the subject of two General Assembly resolutions and were incorporated in the peace treaties signed with the European satellites of the Axis.

The question which the Committee had to consider was the practical application of these theoretical decisions. In practice the United States of America and the United Kingdom had failed to carry out these provisions, which laid down specifically that extradition should be

M. LANNUNG (Danemark) approuve les déclarations faites par les représentants de la Suède et de la Norvège. Il soutient sans réserve le principe que les criminels de guerre doivent être châtiés et fait observer qu'il faut procéder aux extraditions conformément aux lois nationales. Il ne votera pas pour le projet de résolution de la Yougoslavie et les amendements de l'URSS, car cela reviendrait à approuver des accusations que la Commission n'est pas en mesure de contrôler.

M. DECHKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) fait remarquer que ni le représentant du Royaume-Uni, ni celui des Etats-Unis ne sont capables de réfuter un seul des faits qu'il a invoqués au sujet des criminels de guerre. Il déclare que le peuple de la RSS de Biélorussie n'arrive pas à comprendre que les criminels de guerre et les traîtres puissent se cacher en sûreté dans les zones américaines et britanniques d'occupation. Au reste, la délégation de la RSS de Biélorussie ne confond pas personnes déplacées et criminels de guerre. Pour les raisons ci-dessus, M. Dechko appuie le projet de résolution de la Yougoslavie et les amendements de l'URSS qui constituent, selon lui, le moyen nécessaire de donner effet à la résolution prise l'an dernier à l'Assemblée générale.

M. SPACEK (Tchécoslovaquie) appuie les amendements de l'URSS qui, à son avis, complètent le projet de résolution de la Yougoslavie. Il y a danger pour la paix à cacher des criminels de guerre et des traîtres dans des camps de personnes déplacées: il est donc de l'intérêt des Nations Unies de détruire ces foyers de propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre le retour des personnes déplacées dans leur pays d'origine.

M. BEBLER (Yougoslavie) déclare que la difficulté à laquelle la Commission des questions juridiques s'est heurtée au cours de la présente discussion est due principalement au fait que la question en discussion est une question politique et non juridique, qui aurait dû être confiée à la Première Commission, conformément à la proposition primitive de la délégation yougoslave. Ce n'est pas une question juridique, car il ne s'agit pas d'établir des principes juridiques qui régissent le traitement à réserver aux criminels de guerre. Ces principes ont été fixés par les Alliés, dès avant la fin de la guerre; ils ont fait l'objet de deux résolutions de l'Assemblée générale et ont été incorporés aux traités de paix conclus avec les satellites européens de l'Axe.

La question soumise à la Commission est celle de la mise en œuvre de ces décisions théoriques. Dans la pratique, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni n'ont pas appliqué celles des dispositions qui stipulent expressément que l'extradition devra être effectuée "immédiate-

effected "forthwith". Two years had elapsed since the end of the war, sufficient time to take action upon the requests for extradition of war criminals which had been submitted to those countries. The Yugoslav Government had presented to the United Nations War Crimes Commission in London, complete evidence supported by files, signed documents and photographs, in substantiation of the crimes committed by persons listed with the Commission. The Commission itself had recognized that in a number of cases the charges were founded. However, of the 2,104 Axis prisoners registered with the United Nations War Crimes Commission, only 304 had been handed over for trial. Of the 759 registered Italian war criminals who had committed crimes against Yugoslavia, none had been handed over. Nor had a single war criminal been surrendered to Ethiopia.

Mr. Bebler further stated that war criminals, traitors and collaborators were being permitted to enter displaced persons camps in United Kingdom and United States zones, in the guise of refugees, and that corporal punishment had been inflicted by them upon those displaced persons who had asked to be returned to their countries.

He inquired whether that practice was in conformity with the established legal provisions for extradition in the shortest possible time.

He further observed that Yugoslav quislings were being allowed by the Greek Government to be stationed in Greece and to commit armed attacks on Yugoslav territory. He also stated that similar armed Yugoslav bands were permitted to travel from their base in the United States zone in Austria, through the United Kingdom zone, to carry out attacks on Yugoslav territory. In conclusion he declared that the facts cited provided sufficient evidence in support of the Yugoslav resolution now under discussion. He was fully in favour of the amendments to that resolution presented by the USSR delegation.

Mr. de LAVALLE (Peru) observed that the States which had voted for the resolution of 13 February 1946 considered that it should be implemented and the surrender and punishment of war criminals expedited, and stated that such surrender should be undertaken in accordance with established principles of law, evidence and procedure. Although the Yugoslav representative considered this to be a political matter, the Committee had to express itself only on the legal aspects of the case and not on facts which it had no opportunity to investigate.

ment". Deux années se sont écoulées depuis la fin de la guerre, c'est-à-dire qu'on a eu amplement le temps de donner suite aux demandes d'extradition de criminels de guerre présentées à ces pays. Le Gouvernement de la Yougoslavie, avec dossiers, documents signés et photographies à l'appui, a fourni à la Commission des Nations Unies pour le châtimement des crimes de guerre, à Londres, la preuve complète des crimes commis par les individus dont les noms figurent sur les listes de la Commission. La Commission elle-même a reconnu, dans plusieurs cas, le bien fondé de ces accusations. Toutefois, sur les 2.104 prisonniers de l'Axe dont les noms figurent sur les listes de la Commission, 304 seulement ont été livrés pour être jugés. Sur les 759 criminels de guerre italiens qui se sont rendus coupables de crimes contre la Yougoslavie, aucun n'a été livré. En outre, aucun criminel de guerre n'a été livré à l'Ethiopie.

M. Bebler ajoute qu'on laisse entrer dans les camps de personnes déplacées des zones britanniques et américaines les criminels de guerre, traîtres et collaborateurs qui n'ont qu'à se faire passer pour des réfugiés. Ces criminels ont molesté des personnes déplacées qui demandaient à retourner dans leur pays.

L'orateur demande si ces pratiques sont conformes aux dispositions juridiques qui prévoient que l'extradition doit se faire le plus rapidement possible.

Il fait remarquer, en outre, que le Gouvernement grec autorise les quislings yougoslaves à résider en Grèce et à exécuter des attaques sur le territoire yougoslave. Il ajoute que d'autres bandes armées yougoslaves stationnées dans la zone américaine sont autorisées à traverser la zone britannique en Autriche pour exécuter des attaques sur le territoire yougoslave. Pour conclure, M. Bebler déclare que les faits cités constituent un faisceau de preuves suffisantes à l'appui de la résolution de la délégation yougoslave qu'examine actuellement la Commission. Il appuie sans réserve les amendements à cette résolution présentés par la délégation de l'URSS.

Après avoir fait remarquer que les Etats qui ont voté en faveur de la résolution du 13 février 1946 estiment qu'elle devrait être mise en œuvre et qu'il y aurait lieu de hâter la remise et le châtimement des criminels de guerre, M. DE LAVALLE (Pérou) déclare que cette remise devrait être effectuée conformément aux principes établis, tant du point de vue juridique qu'en ce qui concerne l'administration des preuves et la procédure. Bien que le représentant de la Yougoslavie soit d'avis qu'il s'agit d'une question politique, la Commission ne doit se prononcer que sur les aspects juridiques de la question, et non sur des faits qu'elle n'a pas eu la possibilité de vérifier.

Mr. SPYROPOULOS (Greece) denied the Yugoslav charges against Greece which he described as pure fantasy, and said that since the Yugoslav draft resolution was based on unfounded charges against other countries, and there was no reason to repeat the General Assembly resolution already adopted and implemented as far as possible, he would prefer not to vote on any resolution on the matter. However, he would have no objection to the United Kingdom draft resolution (document A/C.6/171) which was submitted as a compromise solution.

The CHAIRMAN observed that this item had been referred by the General Assembly to the Legal Committee, and although it had both legal and political aspects, the Committee could deal only with the legal elements involved in the issue. He asked the Yugoslav representative whether he would agree to the incorporation of the USSR amendments in his draft resolution so that the draft resolution and the amendments could be voted upon as a whole.

Mr. BEBLER (Yugoslavia) reiterated his previous charges against the Greek Government, and said that with regard to the procedure suggested by the Chairman, although he supported the USSR amendments, he considered them to be amendments to his draft resolution, and according to rule 76 of the rules of procedure, the USSR amendments should be voted upon first. He also asked that his resolution be voted on paragraph by paragraph.

Mr. CHAUMONT (France), supported by the representative of GUATEMALA, proposed that the discussion of the United Kingdom draft resolution should be postponed according to rule 73 of the rules of procedure.

The CHAIRMAN explained that he did not consider the United Kingdom resolution to be an amendment to the Yugoslav draft resolution but a separate draft resolution, and that it was for the Committee to decide whether to vote on it now or at the next meeting.

Mr. BECKETT (United Kingdom), introducing his draft resolution, stated that the attempt of the Rapporteur had failed because the accusing parties had retained their accusations. The difficulty lay in the fact that, on the one hand, a great many members of the Committee would not like to vote for the Yugoslav draft resolution and the USSR amendments because they contained accusations against certain Governments and, on the other hand, the members did not wish the item simply to disappear from

Après avoir réfuté les accusations formulées contre la Grèce par la Yougoslavie, accusations qu'il qualifie d'absolument fantaisistes, M. SPYROPOULOS (Grèce), déclare que, puisque le projet de résolution de la Yougoslavie est fondé sur des accusations injustifiées à l'adresse d'autres pays, et qu'il n'y a aucune raison de renouveler la résolution de l'Assemblée générale antérieurement adoptée et mise en œuvre dans toute la mesure du possible, il préférerait ne voter aucune résolution sur la question. Toutefois, il ne s'opposera pas au projet de résolution du Royaume-Uni (document A/C.6/171) qui a été présenté à titre de solution transactionnelle.

Le PRÉSIDENT fait observer que cette question a été renvoyée à la Commission des questions juridique par l'Assemblée générale, et, bien qu'elle présente des aspects à la fois juridiques et politiques, la Commission ne pourra s'occuper que des facteurs qui sont en jeu. Il demande au représentant de la Yougoslavie s'il accepterait que les amendements de l'URSS soient incorporés à son projet de résolution, de façon que ce projet de résolution et les amendements puissent être mis aux voix simultanément.

M. BEBLER (Yougoslavie), après avoir renouvelé ses accusations contre le Gouvernement grec, déclare que, en ce qui concerne la procédure suggérée par le Président, il considère les amendements de l'URSS, qu'il approuve, comme des amendements à son projet de résolution. Conformément à l'article 76 du règlement intérieur, il convient de voter en premier lieu sur les amendements de l'URSS. Il demande également que sa résolution soit votée paragraphe par paragraphe.

M. CHAUMONT (France), appuyé par le représentant du GUATEMALA, propose d'ajourner la discussion du projet de résolution soumis par le Royaume-Uni, conformément à l'article 73 du règlement intérieur.

Le PRÉSIDENT explique que la résolution du Royaume-Uni ne lui apparaît pas comme un amendement au projet de résolution de la Yougoslavie, mais comme un projet de résolution distinct. Il appartient à la Commission de décider si cette résolution doit être mise aux voix immédiatement au cours de la prochaine séance.

M. BECKETT (Royaume-Uni) présente son projet de résolution. Il déclare que les tentatives de conciliation du Rapporteur sont demeurées vaines, puisque les accusations sont maintenues. La difficulté est double: d'une part, beaucoup de membres de la Commission ne voudraient pas se prononcer sur le projet de résolution de la Yougoslavie et sur les amendements de l'URSS parce que ces textes contiennent des accusations à l'adresse de certains Gouvernements, et, d'autre part, les membres de la Commission ne dési-

the agenda. He therefore put before the Committee a draft resolution which would demonstrate continuous interest in the matter without imputing any blame.

After some discussion on the order in which the resolutions should be voted upon, Mr. KERNO (Assistant Secretary-General in charge of Legal Affairs), observed that in the present rules of procedure no rule existed which laid down the order of voting on two or more resolutions submitted on the same point; although the practice up to now was that the resolutions were voted on in the order of their presentation and the Committee was free to decide on the matter.

Mr. LACHS (Poland) observed that the United Kingdom draft resolution should be discussed before being put to a vote.

Mr. YEPES (Colombia), supported by Mr. KHOURI (Lebanon), moved the adjournment of the debate on the subject under consideration.

The motion for adjournment of the debate was supported by a large majority of the Committee.

29A. Continuation of the discussion on a flag for the United Nations and a United Nations Day

Mr. DUPUY (France) proposed an amendment to the report on the United Nations Day to the effect that the vote on the choice of 24 October as United Nations Day, which was 21 in favour to 20 against, be recorded in the report.

The reports on the United Nations flag and on the United Nations Day, with the amendment made to the latter by the representative of France, were adopted by the Committee.

The meeting rose at 1.20 p.m.

FIFTY-FIRST MEETING

Held at Lake Success, New York, on Saturday, 18 October 1947, at 11.20 a.m.

Chairman: Mr. EL-KHOURI (Syria).

30. Report of Sub-Committee 1 on the Agreement between the United Nations and the United States of America regarding the headquarters of the United Nations (document A/C.6/172)

The CHAIRMAN suggested that the Committee take up first the report of the Headquarters Agreement in spite of the fact that the text of the report had been distributed only that morning. If the discussion of the report were

rent pas voir cette question disparaître de l'ordre du jour. Le représentant du Royaume-Uni soumet donc à la Commission un projet de résolution où il est dit que la Commission continue à s'intéresser à la question, mais son texte ne contient aucun blâme à l'adresse de qui que ce soit.

Après discussion sur l'ordre dans lequel les résolutions devraient être mises aux voix, M. KERNO (Secrétaire général adjoint chargé des questions juridiques) fait observer que le règlement intérieur actuel ne contient aucun article déterminant l'ordre de mise aux voix de deux ou de plusieurs résolutions portant sur la même question; il a été d'usage jusqu'ici, toutefois, de voter sur les résolutions dans l'ordre de leur présentation, mais la Commission a toute latitude dans ce domaine.

M. LACHS (Pologne) fait remarquer qu'il conviendrait de discuter le projet de résolution du Royaume-Uni avant de le mettre aux voix.

M. YEPES (Colombie), appuyé par M. KHOURI (Liban), propose d'ajourner les débats.

A une grande majorité, la motion d'ajournement est adoptée par la Commission.

29A. Suite de la discussion sur le drapeau des Nations Unies et la Fête des Nations Unies

M. DUPUY (France) propose un amendement au rapport sur l'institution d'une Fête des Nations Unies; il veut que soit consigné le résultat du vote sur le choix de la date du 24 octobre qui a donné 21 voix pour et 20 voix contre.

La Commission adopte les rapports sur le drapeau des Nations Unies et la Fête des Nations Unies, avec l'amendement du représentant de la France.

La séance est levée à 13 h. 20.

CINQUANTE ET UNIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le samedi 18 octobre 1947, à 11 h. 20.

Président: M. EL-KHOURI (Syrie).

30. Rapport de la Sous-Commission 1 sur l'Accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique, relatif au siège de l'Organisation (document A/C.6/172)

Le PRÉSIDENT propose que la Commission examine en premier lieu le rapport relatif à l'accord sur le siège de l'Organisation, bien que ce texte n'ait été distribué que le matin même. Si la Commission termine dans la journée la discus-